

**Israël - Territoires palestiniens -  
Réponse de M. Jean-Baptiste  
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès  
du ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à une question  
au gouvernement à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 16 mai 2018)

Merci beaucoup Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Effectivement, nous venons d'assister ces derniers jours au point culminant d'un mois et demi de violence et de répression. C'est l'illustration tragique et la conséquence à la fois de l'impasse dans laquelle se trouve la résolution du conflit israélo-palestinien, de l'absence de tout horizon politique et d'une décennie de blocus humanitaire à Gaza qui est catastrophique. Le seuil qui a été franchi risque de créer un point de non-retour, et d'alimenter un cycle de violence incontrôlable, ceci en raison d'une réponse inadéquate et disproportionnée.

Le président de la République a clairement condamné les violences des forces armées israéliennes contre les manifestants : toute la lumière devra être faite sur ces graves événements.

Comme vous l'avez fait, nous rappelons à cet égard la demande du secrétaire général des Nations unies d'une enquête indépendante et transparente. Dans l'immédiat, parce qu'il y a encore vendredi et nous savons que c'est une journée à haut risque, je rappelle deux exigences fondamentales : celle du respect du droit international humanitaire, celle du respect des droits de l'Homme, dont le droit à manifester pacifiquement. D'un côté, l'emploi d'armes létales doit être écarté, de l'autre côté, nous appelons les manifestants à s'abstenir de tout débordement. Ceux qui cherchent à les instrumentaliser ne doivent pas s'engager dans cette voie, car la France ne transigera jamais sur la sécurité d'Israël.

Aujourd'hui, il s'agit d'être en action dans toutes les enceintes. Le président de la République multiplie les entretiens, ce soir à Sofia, les chefs d'Etat et de gouvernement évoqueront ce sujet. La France a appuyé l'initiative émirienne de saisir le comité des droits de l'Homme de Genève et le Conseil de sécurité des Nations unies doit rester saisi de la situation. Sachez que c'est une situation qui ne laisse personne insensible, il n'y a pas de monopole de ce point de vue-là./.

